



HEBDO

TELETRAVAIL, SEMAINE DES 4 JOURS, IA, GENERATION Z, ETC ... : QU'EN DISENT LES PATRONS DE TPE ?

La deuxième partie de la 76e vague du Baromètre des TPE, enquête trimestrielle menée par l'IFOP pour Fiducial permet d'analyser la position des petits patrons face aux nouvelles organisations du travail (semaine de 4 jours, télétravail...). Plutôt réticents quant à ces évolutions, les dirigeants de TPE penchent cependant vers une plus grande "flexibilité" et concèdent que leur rapport au travail a évolué au cours de ces dernières années - indépendamment de l'influence des jeunes générations.

Alors que 70 % des Français se déclarent favorables à l'instauration de la semaine de 4 jours, les dirigeants de TPE sont seulement 28 % à approuver cette nouvelle organisation du travail (sous la modalité suivant laquelle la même charge de travail serait effectuée en quatre jours au lieu de cinq jours pour un salaire identique).

Pour cause, 41 % des dirigeants d'entreprise (comptant au moins un salarié) mentionnent le risque d'une moins bonne coordination avec l'externe si les clients n'adoptent pas ce même nouveau rythme de travail. 37 % mentionnent des difficultés à couvrir des heures de service, en particulier les patrons du secteur de l'hôtellerie (54 %, +17 points). La peur d'une baisse de la production arrive en 3e position (31 %). Les principaux freins semblent reposer sur des spécificités sectorielles.

Pour autant, près des 2/3 des chefs d'entreprise considèrent l'organisation du temps de travail "flexible" dans leur entreprise (63 %). 27 % valorisent même une organisation « très flexible » avec une grande autonomie des salariés.

La semaine de 4 jours ?

Parmi les partisans de la semaine de 4 jours, les patrons de moins de 35 ans (53 %, +25 points par rapport à la moyenne) et ceux de sensibilité politique de gauche (40 %, +12 points) sont surreprésentés. Au total, 13 % des dirigeants interrogés l'ont déjà mise en place. Le bénéfice majoritairement reconnu à cette nouvelle organisation du travail serait un meilleur équilibre des temps de vie pour les salariés (cité par 60 % des dirigeants favorables), suivie par un meilleur bien-être au travail et une réduction du stress perçue par 46 % des dirigeants.

Télétravail, des patrons sur la réserve du fait des contraintes liées à leur activité

Seul un quart des dirigeants de TPE déclare autoriser le télétravail (26 %), dont 18 % à raison d'un ou deux jours par semaine. Ce sont majoritairement les dirigeants d'entreprise du secteur des services aux entreprises – soit le seul secteur d'activité compatible avec cette organisation du travail à distance – qui déclarent l'avoir autorisé (58 %), tandis que les patrons d'entreprise des secteurs de l'industrie, du BTP, de l'hôtellerie et de la santé et de l'action sociale sont largement et logiquement sous-représentés. Les patrons des plus grandes TPE (de 10 à 19 salariés) et d'Ile-de-France sont également plus nombreux à avoir accepté la mise en place de cette nouvelle organisation du travail (respectivement 34 % et 47 % d'entre eux).

Le développement de l'IA n'est pas encore au rang des priorités

Moins de 3 patrons sur 10 (28 %) comptant au moins un salarié dans leur entreprise estiment que l'IA aurait un impact significatif (dont seulement 6 % « un impact très significatif ») sur l'organisation du travail et sur la nature des tâches réalisées au sein de leur entreprise.

Les patrons majoritairement concernés par le développement de l'IA sont ceux du secteur des services aux entreprises : 50 % considèrent qu'elle aura un impact significatif sur leur organisation du travail. Les patrons du BTP, de l'hôtellerie et de la santé et action sociale sont parmi les moins nombreux à considérer l'IA comme impactant pour leurs activités (respectivement 11 %, 16 % et 16 %). Ainsi, près de 6 patrons sur 10 ne comptent pas développer l'IA au sein de leur entreprise (59 %).

Parmi les patrons d'entreprise pour lesquels le développement de l'IA au sein de leur activité est en cours ou sera nécessaire à l'avenir (41 %), seuls 10 % en sont au stade de l'application ou de la mise en place, 13 % sont au stade de la réflexion tandis que 18 % sont au point zéro mais l'envisagent sérieusement pour l'avenir.

Les patrons portent un regard assez sévère sur les nouvelles générations

Une large majorité de patrons (80 %) s'accordent sur le fait que les salariés, quel que soit leur âge, cherchent désormais à s'accomplir en dehors de leur travail. Si deux tiers des dirigeants (64 %) estiment que la Gen Z sait mieux affirmer ses limites dans le travail par rapport à ses aînés, ils ne sont que 37 % à affirmer que la jeune génération a fait évoluer les pratiques au sein de leur entreprise.

Près de 7 patrons sur 10 (69 %) considèrent néanmoins que la génération Z est moins « travailleuse » que les autres. Un préjugé plus au moins tenace en fonction de la proximité politique du dirigeant. Les partisans de Reconquête et du RN approuvent à 86 % cette affirmation contre 52 % des sympathisants de gauche, soit un écart de 34 points. Les patrons d'Ile-de-France sont minoritaires à partager ce constat (47 %), contre 74 % en province.

Paradoxalement, les plus convaincus des travers de la Gen Z sont ceux qui ne travaillent pas avec eux : 76 % des patrons n'ayant eu aucun Gen Z dans leur entreprise considèrent qu'ils sont moins travailleurs, contre 66 % des patrons ayant compté un Gen Z parmi leurs effectifs.